



Staff Union
of the International Labour Organization
Syndicat du personnel
de l'Organisation internationale du Travail
Sindicato del personal
de la Organización Internacional del Trabajo

9 mai 2019

Visite du Secrétaire général des Nations unies – 8-9-10 mai 2019

Un supplément d'information

- A son accession au poste de Secrétaire général (SG) et lors du lancement de la réforme des Nations unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2018, M. António Guterres a clairement affirmé que le système des Nations unies dans ses activités et ses services était plein de duplicats et qu'il était nécessaire, afin d'être plus efficace auprès des mandants, de le simplifier.
- Toute cette discussion a eu lieu en même temps que les conflits sur les baisses de salaires dans plusieurs villes-siège dont Genève, et à l'occasion duquel l'ensemble des fédérations des associations et syndicats du personnel ont demandé que dans le cadre de cette nouvelle réforme des Nations unies, un véritable mécanisme de dialogue social soit instauré au sein du Système, car inexistant jusqu'à présent.
- Lors de la session du Conseil d'administration (CA) de février 2018, en plein conflit sur les salaires, le Syndicat a été reçu officiellement par Mme Amina Mohammed, Secrétaire générale adjointe en charge de la mise en place de la réforme et en charge d'expliquer au CA cette réforme. Au cours de cet entretien, le Syndicat lui a remis en main propre une lettre à l'attention du SG des Nations unies, qui faisait état des différentes préoccupations du personnel de l'OIT, relative, bien sûr, au conflit sur les salaires mais aussi à cette réforme, et stipulait clairement que celle-ci ne pourrait être couronnée de succès qu'avec un mécanisme de dialogue social efficace au sein du système commun et de ses instances (notamment la CFPI). A ce jour, aucun accusé de réception n'a été envoyé au Syndicat.
- En février 2019, le Syndicat a appris la future venue du SG des Nations Unies à Genève à l'occasion de la tenue du CEB (UN Chief Executives Board), réunissant régulièrement tous les directeurs généraux des Nations unies et des agences spécialisées, y compris le Secrétaire général des NU.

- Lors de sa rencontre bi-annuelle avec le DG de l'OIT, le Syndicat du personnel a officiellement demandé à pouvoir rencontrer le SG des Nations unies lors d'un court entretien afin de lui faire part des préoccupations actuelles du personnel de l'OIT dans le cadre de la réforme et aussi afin d'insister sur, une fois encore, la nécessité d'un dialogue social établi au sein des Nations unies.
- Depuis février, le Syndicat a rappelé à intervalle régulier et fréquemment le Cabinet du DG afin d'obtenir une réponse.
- Ce n'est que la semaine passée que le Syndicat a obtenu les premières informations, au compte-gouttes, qu'il n'y aurait vraisemblablement aucune disponibilité pour rencontrer les représentants du personnel, mais que par contre une interaction informelle avec le personnel aurait lieu entre 19h et 19h 30.
- Selon le Syndicat, ce qui est troublant: c'est qu'invité au sein même de l'OIT, le Secrétaire général des Nations unies et de surcroît le Directeur général de l'OIT n'aient pas saisi ce court entretien avec des représentants syndicaux comme une opportunité politique et visible de mettre l'OIT en tant qu'exemple au sein du Système des Nations unies, notamment l'année de son centenaire.
- Selon le Syndicat, ce qui est inquiétant, et c'est pourquoi les représentants du personnel ont parlé d'« avenir sombre » dans leur communication au personnel en début de semaine, c'est que ce genre de posture laisse présager les difficultés à venir, notamment pour le personnel sur le terrain, qui devra œuvrer, dans le cadre de la réforme des Nations unies, pour faire valoir le tripartisme, le dialogue et la justice sociale dans leur travail quotidien.
- Beaucoup de désillusions sont survenues ces deux dernières années quant au leadership de l'ensemble du système des Nations unies et sa capacité à défendre le personnel face aux multiples attaques guidées bien souvent par des intérêts économiques des Etats les plus riches au sein de l'Assemblée générale des Nations unies.
- Le Syndicat de l'OIT dont l'engagement du personnel envers les valeurs et principes que cette organisation promeut, a décidé de jouer le jeu depuis le début de l'année dans de nombreuses manifestations célébrant le centenaire de l'Organisation. Il regrette que l'administration n'ait pas à son tour fait le nécessaire pour porter à sa juste hauteur l'importance du dialogue social au sein de la fonction publique internationale.
- Pour mémoire historique, lorsque le premier accord de négociation collective a été signé en 2000 à l'OIT, le Secrétaire général des Nations unies de l'époque, M. Kofi Annan, s'était déplacé en personne, saluant cette première au sein des Nations unies et encourageant l'ensemble des autres organisations du système à instaurer cette pratique du dialogue social au sein de l'ensemble des Nations unies.

- L'histoire se rappellera du Secrétaire général actuel des Nations unies, en visite à l'OIT dans la maison du tripartisme, de l'action normative, du travail décent et de la justice sociale comme celui, l'année de son centenaire, qui n'a pas trouvé de disponibilité pour faire honneur aux valeurs et principes de l'Organisation internationale du travail.